

African Training and Research
Centre in Administration for
Development

المركز الإفريقي للتدريب
و البحث الإداري للإتماء

Centre Africain de Formation et
de Recherche Administratives
pour le Développement



DG.1/2010

Doc. 5

Original: Français

48^{ème} Session du Conseil d'Administration

Programme biennal de travail du CAFRAD Juillet 2010 – Juin 2012

9 juin 2010

Rabat (Royaume du Maroc)

Table des matières

Activité 1: Forum sur le renforcement des capacités de leadership, de gouvernance et de politiques publiques	1
Activité 2: Innovation et modernisation de l'administration pour promouvoir le développement du secteur privé : vers des politiques, des stratégies, des infrastructures légales et des administrations favorables au développement du secteur privé.	2
Activité 3 : Séminaire sur les Dimensions Politiques et Institutionnelles de l'Intégration du Genre dans la Gestion des Ressources en Eau dans les pays du Maghreb	3
Activité 4 : Séminaire sur les constitutions, les lois, les statuts et les procédures administratives liées aux élections et à la transition du Gouvernement	3
Activité 5 : Séminaire sur le Développement des Capacités de Leadership dans les Programmes de Réforme Administrative et de Gouvernance.....	4
Activité 6: Nouvelles approches de conception, d'organisation et de suivi du travail parlementaire.....	5
Activité 7 : Contribution des Commissions Economiques et Sociales (CES) au renforcement de la performance des institutions étatiques dans leur recherche de la bonne gouvernance, de l'efficacité et des résultats des services publics	5
Activité 8 : Forum Panafricain sur la formulation et l'évaluation des politiques de développement des services publics	6
Activité 9 : Forums Nationaux sur l'Innovation et la Modernisation de l'Administration Publique et des Institutions de l'Etat à travers l'Approche de la Gestion Axée sur la Performance et les Résultats (à la demande des pays).....	7
Activité 10: 49ème Session du Conseil d'Administration du CAFRAD et le 7ème Forum sur la Modernisation de l'Administration Publique et des Institutions de l'Etat.....	7
Activités ad hoc 11 :.....	8
Activité 12 : Forum sur les politiques de formation et de recherche en administration publique et en gouvernance en Afrique.	8
Activité 13 : Séminaire de Haut Niveau pour les Décideurs et Exécuteurs des Politiques sur les meilleures façons de mettre en oeuvre les programmes de gouvernements axés sur les résultats	8
Activité 14 : Renforcement des capacités dans la négociation visionnaire, stratégique et complexe (négociation diplomatique, économique et sécuritaire).....	9

Activité 15: Séminaire sur la Parité de Genre: Combler l'écart entre les hommes et les femmes dans le gouvernement et l'administration, aux niveaux des politiques, programmes et projets.....	10
Activité 16: Séminaire sur la décentralisation et la gouvernance locale : renforcement des capacités de leadership local et de développement local participatif.....	10
Activité 17 : Forum sur la gouvernance, la sécurité humaine et le développement en Afrique	11
Activité 18 : Séminaire sur l'utilisation des technologies de l'information et de communication dans l'audit et l'inspection des finances publiques.	12
Activité 19 : Séminaire sur le renforcement des capacités dans la résolution des conflits sociaux dans le secteur public : le dynamique du dialogue social dans la gouvernance.	13
Activité 20 : Forum des institutions d'études stratégiques et prévisionnelles.	13
Activité 21 : Séminaire sur la réforme et la modernisation de la fiscalité et des finances publiques : politiques, législations et institutions	14
Activités ad hoc :.....	14

Introduction

Pour concevoir ce programme, nous nous sommes basés sur nos réflexions et nos concertations avec les Etats Membres et les institutions partenaires. Le programme est donc basé sur les constatations suivantes :

1. Rôle et place des administrations dans le développement.

Dans tous les pays du monde, on s'accorde à ce que l'administration :

- i. mette en œuvre les politiques et les programmes de développement du gouvernement ;
- ii. crée un environnement favorable au développement du secteur des affaires ; et
- iii. fournisse des services aux populations et réponde à leurs divers besoins de bien-être.

2. Situation actuelle des administrations Africaines.

Les administrations Africaines, dans leur majorité, doivent doubler les efforts et faire encore mieux pour aider les gouvernements, le secteur privé et la population. La qualité et le niveau des services fournis, le soutien au service des affaires et l'application efficace des décisions du gouvernement ne donnent pas les résultats escomptés.

3. Besoins et nécessités de réforme, de restructuration et de modernisation des administrations.

Il est impératif de revoir les lois, les règlements, les décisions et les pratiques des administrations pour les adapter au contexte actuel et aux besoins changeants des pays. On doit donc simplifier et raccourcir les procédures et les méthodes de travail pour éviter la lourdeur et la lenteur administrative, utiliser les technologies de l'information et de communication (TIC) pour appuyer les réformes et les changements ; coordonner le travail et le fonctionnement de l'ensemble des administrations en forme de réseaux et de guichet unique, faciliter la communication, la collaboration et éviter la multiplication des tâches et des documents.

4. Vision et leadership dans les administrations en rapport avec le plan national de développement économique et social

Les réformes administratives à mener doivent être en rapport avec la vision nationale de développement. A cet effet, il est indispensable pour les administrations de se forger une vision claire de leurs missions, de leurs objectifs et de leurs réalisations comme faisant partie intégrante des efforts de développement au niveau national.

5. Rôle et place du CAFRAD en Afrique

Le CAFRAD a été créé pour accompagner les Etats Africains dans leurs efforts de développement, à travers l'amélioration de la performance de l'administration publique. Le rôle du CAFRAD est, de ce fait, de répondre aux besoins des gouvernements et aussi de servir de source de référence et de service en matière de l'administration publique. C'est dans ce cadre que le programme actuel a été conçu pour aider les gouvernements à affronter efficacement les défis de l'administration publique, à travers le renforcement des capacités humaines (formation/perfectionnement/sensibilisations), la recherche et la consultation.

Le programme de travail du CAFRAD pour la période allant de juillet 2010 à juin 2012 est également élaboré conformément à la « Stratégie de Redynamisation du CAFRAD », adoptée par le Conseil d'Administration en Juin 2005 et au « Plan Stratégique de Développement du CAFRAD », adopté en juin 2007. Il est donc le reflet du dynamisme actuel au Centre et de l'ambition des Etats africains de faire du CAFRAD un Centre d'Excellence et de Référence en matière de l'administration publique et de la gouvernance.

Le programme comprend des activités à mener durant les deux années à venir dans le renforcement des capacités (cours de formation, séminaires, conférences, etc.), l'innovation (réforme et modernisation) et l'amélioration de la performance de l'administration publique et de la gouvernance.

L'objectif principal du programme est d'assister les Etats africains dans leurs efforts de formation et de perfectionnement des cadres supérieurs des administrations, la réforme et la modernisation de services publics et des institutions de l'Etat ainsi que dans la réalisation des missions des gouvernements visant à bien servir les populations. Notre souhait est de susciter l'intérêt des gouvernements africains afin que ceux-ci prennent contact avec nous pour réaliser avec eux certaines de ces activités, dans leurs propres pays, avec leurs propres experts, pour que nos programmes aient plus d'impact au niveau national.

Nous voudrions que tous les Etats africains et les organismes concernés par ce programme participent activement à ces activités pour que ce programme contribue au développement social et économique des pays, et à rendre les administrations et les institutions dynamiques, efficaces et performantes.

Le champ principal d'intervention du programme est l'administration publique et la gouvernance. A partir de ce champ, nous avons retenu les quatre domaines ci-dessous qui cadrent avec les besoins actuels et les priorités des Etats africains. Il s'agit de :

- 1) Renforcement des capacités de leadership, de gouvernance et de politiques publiques ;
- 2) Réforme, innovation et modernisation des services publics et des institutions de l'Etat ;
- 3) Bonne gouvernance, éthique, intégrité et professionnalisme ;
- 4) E-gouvernance/e-gouvernement/e-administration.

C'est à partir de ces domaines que nous avons élaboré les activités à mener, qui constituent les grandes interventions du Centre au cours de la période considérée. Quant au public visé, le programme sera mené pour répondre aux besoins des Ministres, des Secrétaires Généraux, des Directeurs Généraux et des Directeurs. Ces activités de sensibilisation, de formation, de recherche et de consultation sont indiquées ci-après :

Activité 1 : Forum sur le renforcement des capacités de leadership, de gouvernance et de politiques publiques

Objectifs :

Permettre aux participants de développer davantage leurs capacités et leurs compétences dans la prise des décisions difficiles, dans la conduite des services/institutions de l'Etat et dans la valorisation du capital humain.

Contenu :

- examen des méthodes et techniques de leadership ;
- nouvelles approches de gouvernance et de management public ;
- formulation, mise en œuvre et évaluation des politiques de développement économique et social ;
- leadership visionnaire et stratégies dans la prise des décisions ;
- leadership, gouvernance et politiques publiques fondées sur la participation, l'inclusion et l'équité ;
- infrastructures de renforcement des capacités de leadership, gouvernance et politiques publiques.

Participants :

- Ministères de la Fonction Publique, du Plan, de l'Economie, etc. ;
- Présidents du Parlement et du Sénat ;
- Directeurs des ENA ;
- Responsables des organisations du secteur public, privé et de la société civile.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : trois jours

Activité 2 : Innovation et modernisation de l'administration pour promouvoir le développement du secteur privé : vers des politiques, des stratégies, des infrastructures légales et des administrations favorables au développement du secteur privé.

Objectifs:

Examiner les conditions dans lesquelles les affaires sont menées et proposer les mesures adéquates pour assainir l'environnement des affaires et créer les infrastructures de base pour attirer les investissements et promouvoir le développement du secteur privé.

Contenu :

- examen des conditions et de l'environnement actuel des affaires en Afrique et ailleurs ;
- recherche de nouvelles politiques, de nouvelles stratégies et de nouvelles conditions pour favoriser et faciliter les investissements et le développement des affaires ;
- mise en place des mécanismes de partenariat et de collaboration entre le secteur public et le secteur privé pour améliorer l'environnement des affaires et soutenir les efforts du développement ;
- création des structures pour la mise en œuvre des changements et des innovations dans ce domaine.

Participants :

- Ministères de l'Economie, des Finances, du Plan, de Commerce, de l'Industrie, etc.
- Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ;
- Syndicats, associations et autres organisations du secteur public et du secteur privé ;
- Organisations internationales et régionales.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : trois jours

Activité 3 : Séminaire sur les Dimensions Politiques et Institutionnelles de l'Intégration du Genre dans la Gestion des Ressources en Eau dans les pays du Maghreb

Objectif:

Sensibilisation sur les questions de genre et d'eau au Maghreb et diffusion des informations et la promotion des changements qui améliorent l'intégration des questions de genre dans la Gestion de l'Eau.

Contenu :

Les principaux sujets de discussion :

- i. Genre et sécurité alimentaire ;
- ii. Intégration du genre dans la gestion des ressources naturelles et changement climatique ;
- iii. Intégration du genre dans les politiques et institutions de l'eau.

Participants :

- a. Les décideurs, les politiciens et, en général, les personnes qui ont la capacité de mettre en œuvre les changements en favorisant une politique d'égalité des sexes dans leurs domaines respectifs d'action ;
- a. Les parlementaires, les médias, les journalistes, etc.

Résultats attendus :

- Amélioration des canaux de communication pour plus d'information et de sensibilisation sur les questions du genre et de l'eau.
- Un examen des politiques nationales existantes et d'autres instruments connexes dans le secteur de l'eau avec une perspective de genre seront disponibles.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : trois jours

Activité 4 : Séminaire sur les constitutions, les lois, les statuts et les procédures administratives liées aux élections et à la transition du Gouvernement

Objectifs:

Revoir, modifier et mettre à jour toutes les dispositions et tous les textes qui concourent aux élections, afin de s'adapter à la règle démocratique et d'assurer de bonne transition de Gouvernement.

Contenu :

1. *Elections et bonne gouvernance: standards, normes et mesures de bonne gouvernance ;*
2. *Le rôle et la place de la Constitution dans la construction et l'enracinement de la démocratie et de la bonne gouvernance ;*
3. *La loi électorale, expression et garantie du respect de la démocratie et de la bonne gouvernance ;*
4. *La gestion administrative du processus électoral (étude de cas) ;*
5. *Le contentieux des élections (études de cas) ;*
6. *La gestion des transitions post-électorales ;*
7. *L'élection comme étape ultime de maturation politique et d'enracinement du jeu démocratique ;*

8. *Mécanismes de mise en œuvre et de suivi des conclusions du séminaire et collaboration interafricaine dans le domaine des élections.*

Participants:

Présidents des Commissions Electorales Nationales (et/ou leurs représentants) Ministères de l'Intérieur, Partis Politiques, tous les autres Ministères concernés, le secteur privé et la société civile.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : 4 jours

Activité 5 : Séminaire sur le Développement des Capacités de Leadership dans les Programmes de Réforme Administrative et de Gouvernance.

Objectifs :

L'objectif principal du séminaire est de former une masse critique d'experts africains dans la mise en place des programmes de réforme administrative et de gouvernance afin d'améliorer la performance et la productivité des services publics et des institutions de l'Etat pour une meilleure réalisation des objectifs de développement.

Les objectifs spécifiques sont comme suit :

- Développer et renforcer les capacités des pays africains dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des réformes administratives et institutionnelles;
- Appuyer les efforts actuels des gouvernements dans l'amélioration des processus de réforme;
- Créer une masse critique d'experts dans les pays africains afin de mieux mettre en œuvre les programmes de réforme;
- Promouvoir le développement socio-économique par le biais du secteur public efficace et performant.

Contenu (Programme)

- 1) Réforme de l'administration publique, de l'État et de ses institutions (quelles réformes sont nécessaires pour permettre aux Etats africains d'atteindre efficacement leurs objectifs de développement).
- 2) Réforme des Finances Publiques, y compris les systèmes fiscaux et des recettes (quelles réformes pour améliorer les revenus de l'Etat, attirer les investissements et assurer une gestion efficace des ressources);
- 3) Réforme des institutions Judiciaires et Législatives (quelles réformes pour améliorer la performance et les résultats de ces institutions?);
- 4) Réforme pour la décentralisation et la gestion des services et des institutions au niveau local (quelles réformes menant à une meilleure décentralisation et une gestion efficace des services locaux et des institutions);
- 5) Développer les capacités de leadership dans les réformes du secteur public (quelles capacités de leadership sont-elles nécessaires pour réussir la réforme de l'administration publique et des institutions de l'Etat?)

Participants

Ministres et leurs conseillers

- Secrétaires Généraux
- Directeurs Généraux
- Directeurs

Lieu : Abuja (Nigeria)
Date : A déterminer
Durée : cinq jours

Partenaires:

CAFRAD / ACBF / Gouvernement du Nigeria, etc.

Activité 6: Nouvelles approches de conception, d'organisation et de suivi du travail parlementaire

Objectifs:

Revoir le travail du parlement et examiner les nouvelles tendances en rapport avec l'évolution actuelle des missions du parlement pour soutenir les efforts de développement économique et social des pays.

Contenu :

- situation actuelle des parlements et leurs modes de fonctionnement;
- nouvelles missions, nouvelles tendances et nouvelles approches dans le travail du parlement ;
- place et rôle du parlement dans le développement économique et social ;
- utilisation des technologies de l'information et de communication dans le travail du parlement ;
- comment le parlement peut-il pleinement jouer son rôle de représentant du peuple et de contrepoids du gouvernement ?

Participants :

- Présidents des Parlements et des Commissions Parlementaires;
- Secrétaires Généraux des Parlements ;
- Autres responsables impliqués dans les affaires du Parlement et du Sénat.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : 3 jours

Activité 7 : Contribution des Commissions Economiques et Sociales (CES) au renforcement de la performance des institutions étatiques dans leur recherche de la bonne gouvernance, de l'efficacité et des résultats des services publics

Contexte :

La plupart des pays africains s'est doté des Conseils Economiques et Sociaux (CES) ou des institutions similaires tout au long de ces 20 dernières années. D'une manière générale, la création de ces nouvelles institutions coïncide avec la démocratie et le besoin de garantir la concertation et la transparence dans la gestion des affaires publiques. Assemblée parmi les assemblées traditionnelles telles que l'assemblée nationale et le Sénat, les CES ont été créés pour « *conseiller le gouvernement dans l'élaboration de la politique économique et sociale, favoriser, à travers sa composition, le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles et contribuer à l'information de l'assemblée nationale* ». Cependant, quelle est la réalité dans les pays et comment ces institutions peuvent-elles jouer pleinement leur rôle ?

Objectifs :

Représenter le CES en tant qu'institution publique parmi les autres institutions étatiques en Afrique et situer sa contribution dans la réalisation de l'action gouvernementale et l'atteinte des objectifs de développement social et économique.

1. Développer les partenariats ;
2. Partager les expériences dans la relation des missions des CES avec les syndicats, les corporatismes et la société civile ;
3. Les expériences de gestion des CES : spécificités, défis, challenges ;
4. Les problèmes de gestion des ressources ;

Contenu :

1. Cadre juridique des CES africains : statut, cadre constitutionnelle, attributions ;
2. Vision des CES : quel apport institutionnel et pour quels objectifs ?
3. Le rôle des CES dans la participation et l'implication des partenaires de l'Etat (secteur privé, ONG, société civile) dans l'action gouvernementale ;
4. L'atteinte des résultats dans l'exécution des programmes économiques et sociaux par les CES en Afrique ;
5. Les CES africains face aux autres institutions de l'Etat : entre la surinstitutionnalisation et la recherche de l'efficacité des actions gouvernementales ;
6. Les CES et la coopération administrative et institutionnelle africaine.

Participants

1. Présidents des Commissions Economiques et Sociales et leurs représentants ;
2. Hauts responsables des institutions similaires.

Résultats attendus

Les participants connaissent et comprennent mieux les missions des CES et le rôle que ces organes sont amenés à jouer aujourd'hui en Afrique. Des outils, des stratégies et des approches qui leur permettront, au retour dans leurs pays respectifs, d'évaluer leur système et y apporter les changements nécessaires. Les participants auront renforcés leurs capacités en termes de connaissance des CES des autres pays, de leurs missions et des méthodes de travail.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer.
Durée : Trois jours.

Activité 8 : Forum Panafricain sur la formulation et l'évaluation des politiques de développement des services publics

Objectifs :

Examiner les conditions actuelles des services publics et proposer des innovations afin de mieux appliquer les objectifs et les programmes du gouvernement et mieux servir les populations.

Contenu :

- examen de la situation actuelle des services publics ;
- recherche des innovations et des améliorations à mettre en place ;
- formulation de nouvelles politiques et de nouvelles stratégies des services publics ;
- mise en place des mécanismes d'évaluation et de suivi des politiques des services publics ;
- partenariat public/privé/société civile dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques des services publics ;

Participants:

- Ministères de la Fonction Publique, du Plan, des Finances, de l'Economie, etc. ;
- Organisations de la société civile ;
- Représentants du secteur privé.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : trois jours

Activité 9 : Forums Nationaux sur l'Innovation et la Modernisation de l'Administration Publique et des Institutions de l'Etat à travers l'Approche de la Gestion Axée sur la Performance et les Résultats (à la demande des pays)

Contenu:

L'innovation et le changement dans la gestion des institutions publiques sont devenus une nécessité. Les innovations sont nécessaires pour améliorer la productivité et la performance des services et des employés. Toutefois, quel type d'innovations et de réformes sont nécessaires pour réinventer les services et les institutions et ainsi, leur permettre de devenir un vecteur du développement économique? Comment les services, les institutions et les employés peuvent être organisés afin de parvenir à une gestion axée sur les résultats dans leur performance? Quel genre de résultats sont attendus pour être produits dans les services publics et la gouvernance?

Objectifs:

- Renforcer les capacités de réforme et d'innovation
- Opérationnalisation de la méthode d'obtention de résultats et de performance
- Gestion de projet, compte tenu des stratégies définies au niveau de l'Etat
- Opérationnalisation de cellules d'audit et évaluation

Résultats attendus :

- ❖ Bonne connaissance des outils de gestion pour la performance et les résultats
- ❖ Respect du processus de mise en œuvre des projets, leur suivi et leur évaluation
- ❖ Expérience dans la programmation et la planification
- ❖ Développement de projets moins coûteux et adaptés aux besoins de la société
- ❖ Intégration des mesures de gouvernance et des projets de développement

Participants : Ministres (et/ou leurs représentants) de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et Institutionnelle, du Plan, de l'Economie, des Finances, etc.

Lieu : à déterminer. (A la demande des pays)
Date : à déterminer
Durée : 4 jours

Activité 10: 49ème Session du Conseil d'Administration du CAFRAD et le 7ème Forum sur la Modernisation de l'Administration Publique et des Institutions de l'Etat

Lieu : A déterminer
Date : Juin 2011
Durée : Trois jours
Langues : Français, Anglais, Arabe et Portugais

Activités ad hoc 11 :

Juillet 2011 – Juin 2012

Activité 12 : Forum sur les politiques de formation et de recherche en administration publique et en gouvernance en Afrique.

Objectifs:

Examiner la situation actuelle de formation et de recherche dans le domaine de l'administration publique et de la gouvernance à la lumière de l'avancement des connaissances, des tendances actuelles, de développement social et économique de l'Afrique et proposer des pistes de politiques et des stratégies pour les années à venir.

Contenu

- examen de la situation actuelle de formation et de recherche en matière d'administration publique et de gouvernance en Afrique et ailleurs ;
- échange des expériences et des connaissances sur les nouvelles approches et les tendances actuelles dans la formation et la recherche dans ce domaine ;
- formulation des pistes des politiques, des stratégies et des visions pour adapter la formation et la recherche en administration publique et en gouvernance au contexte du 21^{ème} siècle ;
- élaboration d'un cadre de concertation, de collaboration et d'avancement des travaux de politiques et des stratégies de formation et de recherche en administration publique et en gouvernance en Afrique.

Participants :

- Ministères en charge de la Formation et de la recherche en matière d'administration publique et de gouvernance ;
- Universités, Ecoles d'Administration Publique et d'autres institutions de formation et de recherche dans ce domaine ;
- Institutions de recherche, de consultation et d'études stratégiques impliquées dans les politiques de formation et de recherche en administration publique et en gouvernance ;

Activité 13 : Séminaire de Haut Niveau pour les Décideurs et Exécuteurs des Politiques sur les meilleures façons de mettre en oeuvre les programmes de gouvernements axés sur les résultats

Objectifs:

Fournir aux politiciens / décideurs et fonctionnaires publics / exécuteurs des politiques une plate-forme pour examiner les modalités et les stratégies visant à renforcer les synergies entre les deux parties dans la mise en oeuvre des politiques et des programmes de gouvernements, avec des objectifs mesurables et des feuilles de route, qui peuvent conduire à des améliorations d'ensemble de la performance gouvernementale.

Contenu et thèmes : Les questions/sujets à traiter comprennent ce qui suit :

1. Vers une compréhension commune des objectifs, des programmes, des politiques et de vision de développement du gouvernement par les décideurs et les fonctionnaires ;
2. Vers une commune compréhension et une institutionnalisation de la Gestion Axée sur la performance et les Résultats dans les Services Publics ; Quels rôles pour les décideurs et les fonctionnaires ?
3. Appropriation de la Gestion Axée sur les Résultats : Perspectives pour les décideurs et fonctionnaires ;

4. Modalités et mécanismes de suivi et évaluation de la performance des décideurs et des fonctionnaires ; et
5. Modalités d'innovations pour améliorer les synergies de coopérations entre les décideurs et les fonctionnaires.

Résultats attendus:

Sensibilisation aux nouvelles techniques et méthodes de gestion. Nouvelles connaissances et nouvelles capacités pour les services publics et les institutions de l'État et plus réceptifs aux résultats et à la performance, et facilement adaptables aux innovations et à la modernisation.

Participants:

Ministres (et/ou leurs représentants) des Services Publics, Planification, Economie, Finances et tous les autres Ministères concernés.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : trois jours

Activité 14 : Renforcement des capacités dans la négociation visionnaire, stratégique et complexe (négociation diplomatique, économique et sécuritaire)

Objectifs:

Exposer les participants aux nouvelles méthodes d'organisation et de management des services publics permettant au gouvernement d'appliquer efficacement ses programmes, aux populations de bénéficier davantage des services de l'Etat et au secteur privé de tirer profit de leurs investissements.

Contenu :

- révision, mise à jour et adaptation des lois, des règlements et des décisions en rapport avec la réforme et la modernisation des services et des institutions ;
- révision, simplification et mise à jour des procédures, des méthodes et des pratiques à la lumière des réformes et des innovations à introduire ;
- utilisation des technologies de l'information et de communication pour appliquer les innovations ;
- nouvelle vision, nouvelles missions, nouvelle organisation, nouvelles pratiques, nouveaux rendements et nouvelles attentes des services publics et des institutions de l'Etat ;
- besoins, nécessités et impératifs de réforme, d'innovation et de modernisation des services et des institutions de l'Etat;
- renforcement des capacités (formation et perfectionnement) dans la mise en place des réformes et des changements.

Participants :

- Ministères de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration et des Institutions de l'Etat ;
- Ministère du Plan, de l'Economie, des Finances, etc. ;
- Parlementaires et autres responsables impliqués dans les programmes de réformes.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : cinq jours

Activité 15: Séminaire sur la Parité de Genre: Comblent l'écart entre les hommes et les femmes dans le gouvernement et l'administration, aux niveaux des politiques, programmes et projets.

Objectif:

Examiner les cadres stratégiques qui ont été développés pour parvenir à l'autonomisation des femmes et la parité entre les genres au cœur du processus de transformation au sein des services publics.

Contenu:

- Réflexions des Déclarations et des initiatives des gouvernements dans leur mise en œuvre.
- Evaluation de la mesure dans laquelle les femmes dans divers pays africains font désormais partie des projets, programmes et politiques des gouvernements;
- Evaluation des efforts des gouvernements pour accélérer la réalisation de la parité entre les genres en matière de leadership et postes de gestion ; et
- Présentation des rapports des pays axés sur les progrès accomplis dans les politiques, programmes et projets relatifs à l'intégration du genre et la parité.

Participants:

- Directeurs des Ressources Humaines dans les secteurs public et privé.
- Hauts fonctionnaires de la Fonction Publique qui sont concernés par les politiques, programmes, projets et budgets.
- Femmes cadres dans les organisations gouvernementales, dans le secteur privé et les ONG.
- Chefs des institutions chargés de promouvoir la parité de genre.
- Organisations internationales et régionales impliquées dans les programmes et projets du genre.

Résultats Attendus:

- Augmentation de la sensibilisation du public et des gouvernements.
- Nombre de femmes dans les postes de prise de décision et de leadership accru.
- Perspectives du genre intégrées dans les politiques, programmes, projets et budgets.
- Les efforts du gouvernement doublés vers la réalisation de OMD3 qui est l'objectif pertinent pour les femmes, les filles et la parité de genre d'ici 2015.
- Réseaux des femmes mis en place.

Lieu : à déterminer

Date : à déterminer

Activité 16: Séminaire sur la décentralisation et la gouvernance locale : renforcement des capacités de leadership local et de développement local participatif

Objectifs:

1. Partager les expériences sur les différentes approches de la décentralisation ;
2. Analyser les défis et les opportunités, et statuer sur les exigences de participation qui fondent le pouvoir local et renforcent la satisfaction des besoins de la population par la proximité des décideurs ;
3. Proposer l'intégration des programmes de renforcement des capacités des personnels locaux au sein des ENA ou des structures assimilées.

Contenu:

1. Situation actuelle des collectivités locales et les résultats obtenus dans le cadre du leadership et de la gestion administrative des gouvernements locaux;
2. La dynamique locale et le renforcement des capacités institutionnelles et de gestion;
3. Les moyens techniques et valorisation de la participation dans la gouvernance locale (stratégies);
4. La collaboration entre le gouvernement central et les gouvernements locaux ; répartition des responsabilités et des ressources;
5. La décentralisation financière, des services et des compétences.

Participants :

1. Secrétaires généraux des mairies ;
2. Présidents des conseils des collectivités locales (assemblées provinciales ou régionales, départementales, etc.);
3. Responsables intéressés du ministère de l'intérieur (directeurs au sein de la direction des affaires municipales, régionales ou départementales).

Résultats attendus:

1. Amélioration des relations avec les administrés (retour de la confiance envers les élus, augmentation du taux de participation aux politiques publiques concernant les collectivités locales)
2. Démocratie locale active
3. Partage de connaissance en matière de gestion des projets sociaux de développement ;
4. Constitution des réseaux de renforcement de capacités.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : 4 jours

Activité 17 : Forum sur la gouvernance, la sécurité humaine et le développement en Afrique

Objectifs:

Explorer les voies et moyens de renforcer la bonne gouvernance en Afrique pour bien assurer la sécurité humaine et asseoir les fondements du développement social et économique.

Contenu :

- Relations entre la bonne gouvernance, la sécurité humaine et le développement social et économique ;
- Renforcement des capacités de leadership, de gouvernance et de politiques publiques ;
- Mécanismes et infrastructures de renforcement de la sécurité humaine en Afrique ;
- Vers une gouvernance participative, inclusive et visionnaire en Afrique ;

Participants :

- Ministères chargés de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative ; de la Gouvernance, du Plan, de l'Economie, des Finances, de la Sécurité ;
- Représentants des organisations étatiques et de la société civile ;
- Institutions de formation et de recherche en administration publique, gouvernance et sécurité humaine.
- Organisation régionales et internationales travaillant dans ce domaine.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée

Activité 18 : Séminaire sur l'utilisation des technologies de l'information et de communication dans l'audit et l'inspection des finances publiques.

Objectifs:

Montrer la place et le rôle des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) dans le contrôle des finances publiques et dans le travail des Institutions Supérieures de Contrôle et d'Inspection. En d'autres termes, comment les TIC peuvent-elles assurer l'efficacité, la rapidité et la fiabilité des résultats de contrôle et travailler dans un système de réseau intégré de contrôle des finances publiques ?

Contenu:

1. Vue d'ensemble de l'utilisation des TIC dans le management des Institutions Supérieures de Contrôle et d'Inspection: Intranet, Internet, Sites Web, Portails, Connectivité virtuelle, liaison en réseaux, Gouvernance d'Internet, etc. :
 - (a) Les systèmes intégrés d'information du Gouvernement et leur mise en œuvre (rappel théorique et analyse du contexte africain);
 - (b) Les TICs au service de l'Etat : état des lieux, avantages et problèmes observés dans les pays africains ;
2. Les applications types des systèmes intégrés des finances publiques : formulation des projets d'informatisation, environnement, budget, exécution ;
3. Les acteurs des TICs au service des institutions de contrôle et d'inspection des finances : compétences, missions, responsabilités, éthique, etc. ;
4. Examen de cas pratiques :
 - ✓ Systèmes de gestion ;
 - ✓ Applications de contrôle des finances publiques ;
 - ✓ création, administration et sécurité des réseaux ;

Participants :

Responsables des services informatiques des institutions africaines de contrôle, de vérification et d'inspection des finances publiques de l'Etat. Il s'agit, selon l'appellation utilisée par chaque pays de :

- Directeurs des services informatiques des Ministères des Finances ;
- Directeurs des services informatiques des Institutions Supérieures de Contrôle, de Vérification et d'Inspection des finances publiques ;
- Autres responsables informaticiens impliqués dans des travaux en rapport avec le séminaire.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : trois jours

Activité 19 : Séminaire sur le renforcement des capacités dans la résolution des conflits sociaux dans le secteur public : le dynamique du dialogue social dans la gouvernance.

Objectifs:

Encourager et soutenir les efforts du dialogue social à travers des méthodes appropriées de prévention et de résolution des conflits, qui sont fondées sur la participation, l'inclusion et l'équité dans la gestion des affaires publiques.

Contenu

- Les causes principales des conflits dans le secteur public et leur impact au niveau du gouvernement, des fonctionnaires et de la population ;
- Stratégies de prévention et de résolution des conflits sociaux ;
- Le dialogue social et son impact dans la productivité et dans la performance des services ;
- Vers une gouvernance de dialogue social et de développement équitable.

Participants

- Ministères en charge de la résolution des conflits sociaux et de dialogue social ;
- Syndicats du secteur public ;
- Organisations de la société civile et du secteur privé intéressées au dialogue social ;
- Institutions régionales et internationales impliquées dans les sujets du séminaire.

Lieu : A déterminer
Date : A déterminer
Durée : 3 jours

Activité 20 : Forum des institutions d'études stratégiques et prévisionnelles.

Objectifs:

L'objectif principal est de soutenir l'action de ces institutions et examiner les voies et moyens de renforcer leur impact dans le développement économique et social en Afrique.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Echanger les expériences, les connaissances et les pratiques en matières d'études stratégiques et prévisionnelles en Afrique et ailleurs ;
- Examiner les missions, les stratégies et les programmes de ces institutions en rapport avec les besoins de développement ;
- Prendre conscience des défis et des opportunités de ces institutions et examiner les mécanismes de renforcement de leurs capacités.

Contenu :

- Missions, structure organisationnelle et programmes de travail des institutions d'études stratégiques et prévisionnelles ;
- Place et rôle de ces institutions dans le développement national (leur impact) ;
- Relations et partenariat de ces institutions avec d'autres institutions nationales de formation et de recherche ;
- Collaboration interinstitutionnelle et suivi du séminaire.

Participants :

- Responsables des institutions d'études stratégiques et prévisionnelles ;
- Responsables gouvernementaux intéressés par les sujets du séminaire ;
- Responsables des institutions de formation et de recherche au niveau national, régional et international ;

- Représentants des ONG et d'autres institutions partenaires intéressées par le séminaire.

Lieu : A déterminer
Date : A déterminer
Durée : Trois jours

Activité 21 : Séminaire sur la réforme et la modernisation de la fiscalité et des finances publiques : politiques, législations et institutions

Objectifs:

Répondre à la question de savoir comment faire des administrations fiscales et des finances de l'Etat des instruments de progrès et de développement à travers la mise en place des stratégies, d'outils innovants et une culture de responsabilité. Plusieurs pistes seront ainsi explorées : la réforme des cadres juridiques, la modernisation de la gestion financière et des outils administratifs, la simplification des procédures en mettant en place des mécanismes simples, plus attractifs et compétitifs, garantissant à la fois la sécurité des investissements, la bonne gestion, la stimulation des entreprises et la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

Participants:

Ministères de l'Economie, des Finances et de l'Industrie ; Institutions des Impôts, des Douanes et du Trésor ; Parlements et organismes compétents dans ce domaine.

Résultats attendus:

Propositions concrètes en termes d'innovation des systèmes d'administration fiscale, de mode de prélèvement et de responsabilisation pour des services des impôts mieux organisés, plus transparents avec des responsabilités mieux établies en terme de contrôle des risques, de fraude et d'évasion fiscale. Propositions également sur des mécanismes de bonne gestion des finances publiques ainsi que de contrôle.

Lieu : à déterminer
Date : à déterminer
Durée : 4 jours

Activités ad hoc:

A la demande des partenaires, des Etats ou de ses propres initiatives, le CAFRAD peut également, durant la période considérée, organiser d'autres activités qui ne sont pas indiquées dans ce programme. Le programme du CAFRAD est donc évolutif et s'adaptera aux demandes et aux besoins des Etats africains.

En plus des activités de renforcement des capacités, de recherche et de consultation, le CAFRAD continuera son programme de publications, de documentation et de l'informatique pour soutenir les efforts des experts, répondre aux demandes des partenaires et servir les pays.

En outre, les programmes en cours avec les partenaires vont continuer, notamment celui avec la Fondation Africaine pour le Renforcement des Capacités (ACBF), l'Institut Islamique de Recherche et de Formation de la Banque Islamique de Développement (IIRF/BID), la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, le PNUD, UNDESA, IAG, etc. D'autres contacts sont en cours avec des potentiels partenaires pour la réalisation des activités conjointes.

Conclusion :

Les activités prévues dans ce programme sont significatives. Elles cadrent avec les besoins notés au cours des ateliers et séminaires. C'est aussi la restitution des demandes présentées par les pays africains au plus haut niveau.

Notre souhait est que la réalisation de ces activités produise un impact positif dans les pays et que ce programme soit une réelle contribution aux efforts des gouvernements dans l'amélioration de la gouvernance, de leadership et de l'administration publique en Afrique.